

GRAND DÉBAT NATIONAL
COMMISSION DE QUARTIER DE FONTARNAUD - FLÉE

Réunion publique du 18 février 2019

Animatrices (élues) : Martine BATAILLE et Sylvie SALLIER
Rapporteurs (élus) : Marie-Claude BODIN et Jean-Bernard SAULNIER

RAPPORT DES DÉBATS

Lecture est donnée de la charte et de l'organisation du débat. Chaque thème est introduit par un animateur en déclinant les questions qui lui sont attachées. Les rapporteurs n'interviennent pas dans le débat.

I/ Impôts et services publics

1.1) Transparence des dépenses publiques

L'information aux usagers du coût des dépenses publiques par secteur paraît indispensable. Une personne ayant eu une intervention chirurgicale ignore le coût réel de son hospitalisation.

1.2) S'attaquer aux dépenses publiques

Avec le millefeuille administratif, les compétences partagées ou mal définies entraînent des dépenses inutiles (multiplication des agences).

1.3) Optimisation et évasion fiscales

Propositions :

- *Développer de nouveaux outils pour moraliser l'optimisation fiscale.*
- *S'attaquer à l'évasion fiscale.*
- *Supprimer des paradis fiscaux européens (Luxembourg, Pays-Bas...).*

1.4) Cour des comptes

Ses rapports ne sont pas toujours suivis d'effets mesurables.

Proposition : Instaurer des contrôles pour plus d'efficacité.

1.5) Simplification des démarches administratives

Propositions :

- *Simplification des démarches pour obtenir le chèque énergie, ou pour aider à l'utilisation des nouvelles procédures informatisées.*
- *Accentuer le contrôle de l'éligibilité des travaux présentés en vue de l'obtention du crédit impôt recherche.*

1.6) Instaurer une taxe sur les transports routiers de grande distance

Les poids lourds internationaux qui traversent la France détériorent les routes et polluent l'atmosphère. Les fonds recueillis par cette taxe seraient dédiés exclusivement à la transition écologique.

1.7) Maintien de la pension de réversion des femmes

Une éventuelle baisse de cette pension de réversion accentuerait leur déclassement par rapport aux hommes, du fait des temps partiels pour élever les enfants et des inégalités de salaires.

II/ Organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Il est jugé que le débat sur l'Etat et les collectivités locales ne peut pas faire l'économie d'une dimension européenne.

2.1) Trop d'échelons administratifs

Etat, Région, Département, Communauté de communes, Communes, Syndicats (eau...), Pays avec des compétences mal définies augmentent les frais de locaux, personnels, matériels.

Proposition : Définir clairement les domaines de compétences : éducation, tourisme, transport etc.

2.2) Abandon du service public dans les zones rurales

Propositions :

- *Créer des maisons de services publics avec un personnel polyvalent (carte d'identité, passeport, économies d'énergie, logement, poste)*
- *Ou instaurer un service ambulancier*

2.3) Dématérialisation des documents

Le coût de la dématérialisation des documents est reporté sur l'utilisateur. Les personnes non équipées en informatique ou peu formées sont totalement exclues du système et se sentent mises à l'écart.

Proposition : inclure le coût social au même titre que le coût économique avant toute décision de suppression.

2.4) Divers

Propositions :

- Renforcer la reconnaissance du bénévolat.
- Plafonnement des salaires des hauts fonctionnaires (Bercy).

III/ La Transition Ecologique

3.1) Production d'énergies renouvelables

Le débat se centre ici sur la production d'électricité renouvelable et plus particulièrement sur le photovoltaïque.

On note enfin le désir de voir augmenter l'autoconsommation, qui n'est pas assez fréquente en France. On cite l'exemple d'une consommation électrique domestique de 1600 €, qui est partiellement couverte, à hauteur de 1200 € par des panneaux solaires.

La plupart des panneaux sont fabriqués en Chine, mais la France devrait éviter de faire appel à cette production chinoise. C'est en Europe que se trouve concentrée l'essentiel de la recherche en photovoltaïque. Le prix de rachat de l'énergie photovoltaïque a été divisé par 10 en 15 ans et atteint à ce jour 6 c€/ kWh, ce qui est proche des productions industrielles par voie fossile ou nucléaire. Cela s'explique par l'augmentation des rendements de 40 % en 20 ans et la division du coûts des matériels par 6.

Les autorisations de production ont été bloquées par EDF en Indre et Loire, ce qui a retardé bien des chantiers. Il faut sortir du « tout nucléaire » et casser le monopole d'EDF qui devrait davantage s'engager dans la Transition Energétique.

L'hydrogène apparait comme un vecteur énergétique d'avenir et la recherche en France est forte dans ce secteur.

3.2) Transports

La fin du moteur thermique est annoncée, le véhicule électrique, moins émetteur de gaz à effet de serre et moins polluant n'est pas opérationnel à grande échelle et il coûte cher : ce problème des transports demeure au cœur de la Transition Ecologique

Véhicule électrique (VE)

L'avenir du véhicule électrique n'est il pas assuré, au prétexte que les batteries seraient essentiellement fabriquées en Chine ? En fait, cela bouge en Europe, ou l'on parle d'un Airbus des batteries.

Cependant les véhicules électriques actuels sont jugés trop chers et la proposition est faite de concevoir des petites voitures électriques urbaines à 8000 € ayant une autonomie dès 40 km.

Reste à développer un réseau de bornes de recharge adapté, et à savoir gérer les concentrations des demandes dans le temps.

Transport urbain

On insiste sur la nécessité du développement des transports en communs, même si dans certaines situations géographiques (comme la ville de Poitiers composée de plateaux et vallées), ces transports reviennent chers. Une chance s'offre avec l'installation à Chasseneuil du Poitou d'un fabricant de batteries, pour les transports urbains de type bus.

Vélo électrique

Existe-t-il une alternative à la voiture dès que la distance excède 3 km ? Certains citent le vélo, éventuellement à assistance électrique. Mais on manque de continuité de pistes pour assurer la sécurité du cycliste et le plan vélo français est très en retard par rapport à son homologue européen.

Transport ferroviaire

Il faut favoriser le ferroutage (transport des céréales, plates-formes pour les remorques des camions, transport de passagers à l'échelle des communautés urbaines). Cela limite la pollution et l'insécurité routière. Il faut cependant veiller à ce que les trains ne génèrent pas de nuisances excessives (bruit, vibrations...).

3.3) Urbanisme

L'urbanisme est trop dispersé en campagne et il est difficile de revenir en arrière. Cela crée des besoins en voiture et appelle des solutions de type covoiturage. On regrette l'abandon de lignes de tram locales (Mignaloux, Poitiers...) ou de train (Lavausseau, Poitiers) : où en sont les raisons ?

En zone urbaine, il faut envisager des voies périphériques dédiées aux vélos.

Mécanismes incitatifs

Sont évoqués les méthodes classiques d'affectation de ressources telles les impôts, taxes... Au début janvier 2019 la taxe carbone représentait 33 milliards d'euros dont seuls 9 % allaient réellement à la transition écologique. Une vignette Poids Lourds est suggérée pour les véhicules en transit sur le territoire français.

Coté incitations on peut évoquer les contraintes par réglementation, les encouragements par subventions.

Il est attendu une simplification des procédures par exemple pour l'installation de photovoltaïque, mais également une meilleure transparence dans les circuits d'aide au financement (rôle des mairies).

Dans le domaine agricole (biologique ou non) la transition écologique, doit veiller enfin à dégager un compromis, incluant la distribution, qui autorise un juste prix pour le producteur, avec un coût raisonnable pour le consommateur.

Agriculture

La Pollution est le premier sujet abordé : eau (sent le chlore), air, sols... avec de façon sous-jacente, la controverse sur le glyphosate.

Il s'avère que sur les pesticides les pratiques ont déjà bien évolué : 400 molécules sur 1000 initialement ritualisées sont maintenant éliminées.

Des accidents peuvent aussi se produire dans l'agriculture biologique (excès de soufre dans un cas de pollution près d'écoles dans la région de Bordeaux).

Il faut faire avancer la recherche scientifique pour aider à progresser dans ce domaine (usage des nitrates, substitution du glyphosate...).

Propositions :

- Favoriser l'autoconsommation de l'électricité photovoltaïque (moins de pertes en ligne).
- Se positionner sur l'hydrogène, en tant que vecteur énergétique d'avenir.
- Mieux diffuser les informations (mairie), en particulier sur les aides au financement, les certificats d'économie d'énergie...
- Simplifier les demandes d'obtention des chèques énergie.
- Revenir aux aides pour l'isolation (huisseries, par exemple) et les autoriser même en absence de l'implication d'un artisan.
- Soutenir la recherche scientifique en particulier pour l'usage des nitrates et le remplacement du glyphosate.

IV/ Les Institutions, la démocratie, la citoyenneté

4.1) Les Institutions

Depuis 60 ans la constitution de la V^{ème} République a permis de faire ressortir une majorité assurant ainsi la stabilité des gouvernements. Cependant des signes récents sont apparus traduisant la perte d'intérêt des citoyens, voire une défiance dans ces institutions : nombre de maires ne veulent plus se représenter, l'abstention enflé démesurément lors des votes...

On exprime un souhait de revenir au Septennat avec une législature de 5 ans. Le Président aurait ainsi le temps de conduire ses réformes, sans être rapidement préoccupé par des considérations électorales. Il offre aussi plus de « respiration » au corps électoral.

Les institutions demeurent fragiles face au poids des lobbys qui n'œuvrent pas pour l'intérêt général.

4.2) Vote blanc, obligatoire et proportionnelle

- **Le vote blanc** est intéressant car permettant d'exprimer un « manque d'appétit pour le menu », mais quel usage fait-on des votes ainsi exprimés ? Pas de réelle prise de position motivée et de commentaires concrets sur ce que cela aurait pu changer dans les consultations précédentes. Il faudrait que le Président élu ne souffre pas d'un nombre important de votes blancs.
- **Le vote obligatoire** est envisageable, mais peu d'arguments sont réellement développés. Comment mobiliser plus les jeunes qui prennent de la distance à l'égard des consultations électorales ?

Le droit de vote est cependant reconnu comme très important (des citoyens sont morts pour lui, le droit de vote donné aux femmes a été un progrès).

On note une difficulté pratique pour effectuer les demandes de procuration, car il faut aller en centre-ville.

- **La mise en œuvre de la proportionnelle** se heurte à la justice à montrer à l'égard de la répartition territoriale. Les défauts de la proportionnelle intégrale ont été rappelés (une des causes d'échec de la IV République). Mais il faut trouver une position intermédiaire (le dosage de cette proportionnelle) car le pouvoir exécutif apparaît actuellement comme trop fort et sans réelle prise en compte des attentes des citoyens.

Le simple citoyen devrait avoir plus de temps de parole, avoir accès aux débats. On propose, sans réellement l'étayer, de tirer au sort des citoyens, par exemple pour les Conseils Municipaux.

4.3) Nombre des parlementaires

Le souhait est exprimé de les diminuer, mais sans proposition quantitative. On insiste sur le nombre jugé excessif des mandats (plusieurs mandats successifs ou simultanés) et la nécessité d'éviter que les élus « fasse carrière ».

D'un autre côté, le « démagisme » a déjà renouvelé les députés. Plus que la critique de leur nombre on est attaché à ce qu'il y figure un certain nombre d'experts qui possèdent en plus un réel sens de l'intérêt commun.

On note que nombre de jeunes nouveaux députés représentent plus les intérêts du gouvernement que celui du peuple, avec d'ailleurs un manque d'expérience regrettable, doublé parfois d'une certaine arrogance.

4.4) Deux outils de proposition et de contrôle à valoriser

Un étonnement s'est exprimé face à la sous-utilisation des travaux du CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) et de la Cour des Comptes.

Le CESE produit de très bons rapports, mais il arrive que les décisions soient prises avant qu'il rende ses conclusions. Comment peut-on faire en sorte de mieux en tirer profit ?

Deux souhaits sont formulés :

- *En faire un meilleur outil de communication avec les citoyens.*
- *Renforcer les relations CESE / Assemblée Nationale / Sénat et faire un bilan public de ces interactions.*

Remarques similaires pour la Cour des Comptes dont les avis sur la politique budgétaire (en particulier sur le déficit de la Nation) ne semblent nullement suivis.

Propositions :

- *Revenir au Septennat.*
- *Lutter contre l'influence des Lobbys.*
- *Améliorer la procédure de vote par procuration.*
- *Modérer l'arrogance de certains élus.*

- *Assurer une meilleure qualité de la formation des élus.*
- *Renforcer le rôle du CESE et de la Cour des Comptes.*